29 juin 2018 / Sophie Douce (contributrice Le Monde Afrique, Bobo-Dioulasso) / LE MONDE

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/06/29/des-moustiques-ogm-contre-le-paludisme-le-projet-qui-fait-debat-au-burkina 5323380 3212.html

## Des moustiques OGM contre le paludisme : le projet qui fait débat au Burkina

Dans un pays échaudé par l'expérience du coton génétiquement modifié, l'expérience est diversement accueillie par la population.

Par Sophie Douce (contributrice Le Monde Afrique, Bobo-Dioulasso)

LE MONDE | Le 29.06.2018 à 17h56



La route qui mène au village de Sourkoudiguin est une longue piste en terre rouge d'où s'échappe, aux rares passages de véhicules, un épais nuage de poussière safrané. Ces derniers mois, le va-et-vient des pick-up de scientifiques s'est accéléré dans cette bourgade située à une vingtaine de kilomètres de Bobo-Dioulasso, deuxième ville du Burkina Faso. Sourkoudiguin, un village de plusieurs centaines d'habitants, est devenu en 2012 le lieu d'expérimentation du projet Target Malaria. L'objectif : lâcher 10 000 moustiques génétiquement modifiés dans plusieurs villages de la région pour lutter contre le paludisme, première cause de mortalité dans le pays.

L'étude, menée par un consortium de chercheurs africains et européens, est financée par la Fondation Bill & Melinda Gates (partenaire du *Monde Afrique*) à hauteur de 70 millions de dollars (environ 60 millions d'euros). Le docteur Abdoulaye Diabaté, porteur principal du projet, explique : « Ces moustiques génétiquement modifiés sont des mâles stériles. Lorsqu'ils s'accoupleront avec les femelles sauvages, les œufs n'arriveront pas à maturité, donc il n'y aura pas de progéniture. »

Le lâcher de ces Anopheles gambiae, une des espèces responsables du paludisme en Afrique, devrait être la première étape de l'étude, avant le test d'une technologie plus complexe, le forçage génétique, mise au point au début des années 2000 par l'Imperial College à Londres. L'idée est de forcer les lois de l'hérédité, de sorte que l'accouplement des moustiques génétiquement modifiés avec les femelles sauvages ne produise que des mâles. « Le gène masculin modifié se transmettra de génération en génération », poursuit Abdoulaye Diabaté, qui estime qu'il faudra « environ 20 descendances d'insectes, soit moins de deux ans », pour avoir un impact massif et « sauver des millions de vies ».

## Formulaire de « consentement éclairé »

La lutte contre le paludisme, Abdoulaye Diabaté en a fait un combat personnel. « Je viens de la province de Kénédougou, où les moustiques sévissent. Toute ma famille a été touchée par la maladie, mes enfants aussi », confie l'entomologiste médical derrière son bureau de l'Institut de recherche en sciences de la santé (IRSS) de Bobo-Dioulasso, qui pilote le projet.

Chaque année, le paludisme continue de faire près de 440 000 victimes dans le monde. Au Burkina Faso, 9,8 millions de cas ont été enregistrés en 2016, entraînant 4 000 décès. Si les moustiquaires imprégnées, les antipaludiques et les insecticides restent les seuls moyens de prévention, ces outils trouvent aujourd'hui leurs limites. « Les méthodes conventionnelles ne parviennent plus à tuer les moustiques, qui deviennent de plus en plus résistants à ces traitements. La maladie stagne en Afrique de l'Ouest et progresse même dans certaines zones. Il fallait trouver des outils alternatifs », souligne M. Diabaté, qui a travaillé sur la question des résistances comme chercheur associé à l'Institut national de la santé américain (NIH).

Mais dans les villages, faire comprendre le concept de ces moustiques OGM aux habitants, dont certains sont analphabètes ou ne parlent pas français, reste un exercice difficile. « L'engagement des communautés est un aspect très important pour Target Malaria. Nous sommes conscients qu'il est difficile de leur expliquer notre étude, nous leur avons présenté toutes les étapes du projet avec un traducteur et nous travaillons dans la transparence avec eux », assure Léa Paré, responsable de « l'engagement avec les parties prenantes » au sein du projet.

Avant de commencer les collectes entomologiques, les villageois ont ainsi rempli un formulaire de « consentement éclairé ». Certains ont également pu visiter le laboratoire où sont secrètement gardés les moustiques génétiquement modifiés importés d'Italie, dans le centre-ville de Bobo-Dioulasso. Une volonté de dialogue et de transparence revendiquée, qui contraste pourtant avec la réalité sur le terrain.

## « Comment traduit-on OGM en dioula? »

A Pala, l'un des trois villages d'expérimentation, les populations préfèrent rester discrètes lorsqu'on aborde le sujet Target Malaria. « Les chercheurs sont venus nous expliquer leur projet, ils nous ont montré des images. On a pu poser toutes les questions qu'on voulait mais après leur départ, de nouvelles interrogations sont venues », confie en langue dioula une habitante, qui préfère rester anonyme, avant d'ajouter : « Si j'avais su, je leur aurais demandé : "Et au cas où ça ne marcherait pas, quels sont les risques pour notre village ?" »

A ses côtés, une autre femme lâche: « J'ai quelques inquiétudes, oui. On se demande comment ils pourront capturer les moustiques modifiés une fois lâchés s'il y a un problème. Mais ils nous ont assuré qu'ils pourront les reconnaître. De toute façon, on n'a pas notre mot à dire, ce sont les hommes qui prennent les décisions ici. »

« Comment voulez-vous traduire OGM en dioula ? », pointe de son côté Omar Karambiri, enseignant à l'école primaire de Sourkoudiguin : « La manière dont ils sont venus nous expliquer l'étude m'a laissé perplexe. C'est un sujet que nous ne maîtrisons pas, je pense que les habitants ne comprennent pas tout, on leur a dit que c'est pour éradiquer le paludisme, alors ils se sont jetés la tête la première dans le projet. »

A Sourkoudiguin, assis à côté de son champ de gombo, Soungalo Traoré, le président du conseil des villageois pour le développement, préfère rester optimiste : « J'étais inquiet au début, mais j'ai confiance maintenant. Ils m'ont montré leur laboratoire. Je crois que le plus important est de chercher des moyens pour lutter contre le paludisme, car nos maisons sont très touchées ici. S'ils trouvent une solution contre la maladie, notre village sera un exemple pour le monde », estime l'agriculteur, soucieux pour la santé de ses six enfants.

## Plus d'un millier de manifestants

« Moustiques génétiquement modifiés », « forçage génétique », « insectes auto-limitatifs »... Certains termes ressemblent à des appels à la mobilisation pour des militants écologistes. Le 2 juin, le Collectif citoyen pour l'agroécologie a ainsi organisé une marche à Ouagadougou pour dénoncer le projet Target Malaria. Plus d'un millier de personnes ont défilé dans les rues, paniers de fruits et légumes sur la tête pour certains, banderoles « Non aux OGM » pour d'autres.

Le porte-parole du collectif, Ali Tapsoba, qui a remis un mémorandum au ministère de l'agriculture ce jour-là, s'interroge : « Qu'est-ce qui prouve qu'en modifiant le gène de l'insecte, on ne va pas créer des mutants qui transmettront d'autres maladies ? Ensuite il y a la question écologique : en réduisant cette espèce, on risque de créer un vide écologique et déséquilibrer la chaîne alimentaire. Il y a beaucoup de doutes, nous ne pouvons pas accepter d'être utilisés comme des cobayes. »

Blandine Sankara, coordinatrice de la manifestation et figure de la lutte anti-OGM dans un pays qui a déjà connu l'expérience ratée du coton génétiquement modifié de Monsanto, abonde : « Nous allons vers l'inconnu. Les Burkinabés sont mal informés, ils sont surpris quand on leur parle de ces moustiques modifiés. Il n'y a pas eu assez de vulgarisation ni de sensibilisation autour du projet. » Du côté de Target Malaria, on dit « entendre les préoccupations des opposants » : « S'ils demandent à nous rencontrer, nous sommes ouverts à la discussion », indique Léa Paré.

Il s'agira également de convaincre l'Agence nationale de biosécurité (ANB), qui doit décider « dans les semaines à venir » si elle donne son autorisation pour le lâcher de moustiques génétiquement modifiés. « Nous évaluons les menaces potentielles pour l'environnement et la santé humaine et animale. Il n'existe pas de risque zéro, il faut qu'il y ait des moyens de gestion prévus en cas de problème. Dans le cas contraire, nous ne donnerons pas l'autorisation », explique Oumar Traoré, le directeur du laboratoire de l'ANB. Dernière condition : il faudra consulter les habitants des villages, qui devront donner un avis « éclairé » sur le projet de dissémination des insectes. La tâche s'annonce ardue.